

Les lois du gouvernement et tous les règlements qui régissent la Chambre—et je suis d'accord avec d'autres députés qui l'ont dit—ne sont pas conformes aux faits et aux réalités; ils ne sont pas adaptés aux besoins actuels de l'heure. J'admets certes qu'il y a de grandes réformes à faire, non pas surtout au sein des ministères mais au sein de l'administration de la Chambre.

Je suis positif que même si nous établissons une centaine de ministères, à la Chambre, nous ne pourrions pas aller très loin, parce que les ministères n'ont pas, encore une fois, ce qu'il faut pour fonctionner.

On sait que chaque ministère fonctionne d'après les possibilités financières et non pas d'après les possibilités physiques du pays. Au lieu de prendre nos responsabilités, nous les mettons sur le dos d'autres organismes. En plus des ministères que nous avons ou que nous sommes en train d'organiser, nous formons des commissions indépendantes du gouvernement, pour nous décharger des responsabilités qui nous incombent. On nomme des ministères et, après cela, on les décharge de leurs responsabilités. On confie les responsabilités à différentes commissions qui ne sont pas responsables au peuple. Elles sont responsables au gouvernement, mais elles étudient et font des rapports, qui durent des années et, durant tout ce temps-là, le peuple attend, le peuple n'a rien. Les députés et les administrateurs du pays ne font rien; on n'avance à rien, on est toujours au même point.

On discute des vieilles méthodes et des vieux moyens financiers, ainsi que de toutes les vieilles formules que nous avons. Nous discutons sur ces vieilles formules-là, sans penser à de nouvelles. Si les commissions pensent à de nouvelles formules, cela prend des années avant qu'on en fasse rapport, et quand les rapports sont déposés, pour la gouverne des administrateurs et des députés, les trois quarts de ces derniers n'ont pas le temps de lire les volumineux rapports qui sont faits par différentes associations, par différents économistes, par différents techniciens.

● (3.30 p.m.)

Assez souvent, ces rapports ne sont pas du tout conformes aux besoins du peuple. On offre au peuple des choses dont il n'a aucunement besoin. On voudrait que les députés étudient ces rapports. Il y a des rapports concrets, positifs, et d'autres qui sont faits pour rien. Alors, je demande aux députés et aux organismes relevant de la Chambre de bien vouloir prendre leurs responsabilités. Je demande au premier ministre (M. Pearson) d'arrêter de former des commissions de ci et de ça, des ministères de ci et de ça, quand ceux qu'on a ne peuvent même pas fonc-

tionner. Comme résultat, nous avons une quantité de rapports que la députation n'a même pas le temps d'étudier. Mais le grand responsable de tout cela c'est le ministre des Finances (M. Sharp). Si le ministre des Finances ne se met pas au pas des réalités, aucun de ces ministères ne peut fonctionner. Pour faire fonctionner des ministères, cela prend de la finance.

Quand le ministre des Finances restreint le crédit, les investissements, à quoi bon former des nouveaux ministères? On n'est même pas capable de financer ceux qu'on a. Je ne suis pas d'accord avec le premier ministre, relativement à la formation de nouveaux ministères.

Nous avons, à part ça, beaucoup d'autres choses qu'on voulait mentionner. Le ministre des Finances ne prend pas ses responsabilités. Le ministre des Finances laisse exploiter le peuple en général, et le Parlement lui-même est exploité par le ministre des Finances. Par exemple, les taux d'intérêt sont usuriers, usurpateurs, et personne, au sein du ministère des Finances, ne s'effraie de cela. Tout paraît normal. Les taux excessifs rendent la vie des Canadiens très dure, cruelle, implacable, découragent toutes les initiatives personnelles de ceux qui travaillent et qui bâtissent. Ce n'est pas la création de nouveaux ministères sans argent qui mettront de l'ordre dans notre économie vendue, endettée, paralysée par un système faux à sa base.

Monsieur le président, nous avons également un ministère de la Justice qui a de grandes responsabilités mais ne les prend pas toujours. La Justice aussi a de grandes responsabilités. Ce ministère devrait dénoncer les causes du malheur actuel et punir ceux qui commettent des crimes. S'il est bien de punir ceux qui commettent les crimes, les causes de ces crimes, on les cache, on les bannit, on les encense. Les causes ne sont jamais dénoncées.

Notre système diabolique a poussé un grand nombre de citoyens à devenir malhonnêtes, à commettre des crimes. Mais jamais aucun gouvernement au pouvoir n'a dérangé quoi que ce soit pour mettre de l'ordre dans notre système antihumain, antisocial. Ce ne sont pas de nouveaux ministères ni aucune réforme parlementaire qui rendront au peuple ses droits et ses prérogatives, si nos structures financières ne sont pas réformées.

Un seul ministère s'imposerait, monsieur le président. Je crois que si l'on voulait former de nouveaux ministères, un seul s'imposerait, soit un ministère de la consommation. Personne, en cette enceinte, ne s'occupe de la consommation. C'est la consommation qui fait défaut. La production a été créée pour être distribuée, mais elle ne l'est pas. Elle reste

[M. Latulippe.]